

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

27^{ème} année - N°5158 - Lundi 13 Juillet 2026 - Prix : 200 Fc

PRODUITS PÉTROLIERS :

"Nous avons assez de carburant jusqu'à l'arrivée du prochain bateau"



Malgré l'arrivée récente du bateau transportant des produits pétroliers, les files d'attente ne cessent de s'allonger dans les stations-service. Une situation qui suscite des débats et alimente les spéculations sur une éventuelle nouvelle crise de carburant. Le directeur régional de la SCH, Abdou Saïd Mdahoma, balaie ces rumeurs et rassure que la société dispose de suffisamment de carburant jusqu'à l'arrivée du prochain bateau. Il a également apporté des

précisions sur la question du contrat avec leur fournisseur.

Il suffit de faire un tour dans la capitale pour constater que les stations-service sont prises d'assaut à longueur de journée par les automobilistes. Chacun cherche à faire le plein de son véhicule. Entre les deux produits pétroliers, l'essence et le gasoil, c'est ce dernier qui est le plus difficile à obtenir. Une situation qui suscite de nombreuses interrogations.

Certains accréditent la thèse d'une nouvelle pénurie de carburant, sinon la société ne dispose pas d'un stock suffisant malgré l'arrivée du bateau. Interrogé, le directeur régional de la SCH, Abdou Saïd Mdahoma, a balayé toutes les spéculations. Il assure que la société dispose de suffisamment de carburant jusqu'à l'arrivée du prochain bateau et a également éclairé l'opinion sur la question du contrat avec leur fournisseur.

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

PORTRAIT :

Rahamata, le rouage discret des grands projets du PNUD

Quand un forage est inauguré, qu'un équipement est livré ou qu'un projet démarre dans les délais, peu de personnes imaginent le travail réalisé en amont. Pourtant, derrière chaque réalisation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) aux Comores se cache une mécanique bien huilée. Au cœur de cette organisation figure Madame Said Adjibou Rahamata, responsable des achats (Procurement), qui veille depuis plus de vingt-cinq ans à ce que les projets disposent des moyens nécessaires pour se concrétiser.

Loin des cérémonies officielles et des visites de terrain, son quotidien se déroule entre appels d'offres, contrats, procédures et délais à respecter. Une mission exigeante, mais indispensable au bon fonctionnement des programmes de développement. « Ce qui me motive, c'est de savoir que mon travail contribue directement à améliorer la vie des populations. Même si je ne suis pas toujours sur le terrain, chaque dossier traité avec rigueur permet à une activité d'avancer et à un projet de produire des résultats », explique-t-elle. Au sein du bureau du PNUD, où elle consa-

cre plus de quatorze années aux fonctions de Procurement, Rahamata est reconnue comme une référence lorsqu'une situation complexe se présente. « Lorsqu'une urgence survient ou qu'un dossier se complique, Rahamata trouve toujours une solution. Elle garde son sang-froid, même sous pression, et nous aide à avancer », témoigne un collègue du programme. Son expertise dépasse d'ailleurs les frontières des Comores. Au fil des années, le PNUD l'a sollicitée pour renforcer plusieurs bureaux pays confrontés à des besoins opérationnels. Elle a ainsi effectué des missions d'appui à Nairobi pendant six semaines, au Tchad durant un mois, en Mauritanie pendant trois mois et en République démocratique du Congo durant deux mois, l'un des plus importants bureaux du PNUD au monde. Ces expériences lui ont permis d'accompagner les équipes locales dans la gestion de procédures complexes, tout en partageant les pratiques développées au bureau des Comores. « Travailler dans des contextes aussi exigeants m'a beaucoup appris. Mais cela m'a aussi montré que les méthodes que nous appliquons aux Comores peuvent être utiles dans d'autres pays », confie-t-elle. De retour à Moroni,

Rahamata reprend ses fonctions avec la même discrétion. Au-delà de son expertise technique, ses collègues soulignent sa disponibilité et son sens de la transmission. « Elle ne garde jamais ses connaissances pour elle. Lorsqu'un collègue rencontre une difficulté, elle prend le temps d'expliquer, de former et d'accompagner. Beaucoup d'entre nous ont progressé grâce à ses conseils », témoigne une de ses collègues. Les nouveaux collaborateurs tiennent le même discours. « Rahamata fait partie des personnes qui mettent immédiatement en confiance. Elle maîtrise parfaitement son métier tout en restant très accessible », observe un coordonnateur d'un projet du PNUD. Pour l'intéressée, les réussites individuelles n'existent pas. « Les résultats sont toujours le fruit d'un travail collectif. Chacun apporte sa contribution », rappelle-t-elle. Une philosophie qui résume son parcours. Si les populations bénéficient aujourd'hui de nouveaux services, si les partenaires reçoivent leurs équipements dans les délais ou si les projets avancent conformément aux calendriers prévus, c'est aussi grâce au travail de ces professionnels de l'ombre dont l'action reste rarement visible.



À travers plus de vingt-cinq années de carrière, Rahamata incarne cette génération de fonctionnaires internationaux qui privilégient l'efficacité à la visibilité. Un engagement discret, mais essentiel, au service du développement des Comores. Alors que le PNUD commémore cette année cinquante ans de présence et de partenariat avec les Comores, l'itinéraire de Mme Rahamata rappelle que les grandes réalisations ne reposent pas unique-

ment sur les financements ou les décisions stratégiques. Elles sont également le fruit du travail quotidien de collaborateurs qui, dans l'ombre, veillent à ce que chaque projet dispose des moyens nécessaires pour atteindre les populations. Une contribution discrète, mais essentielle, qui accompagne depuis des décennies l'action du PNUD dans le pays.

Hamdi Abdillahi Rahilie

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

"Les Comores lancent la Journée Nationale de la Transformation Commerciale".

À l'occasion de la Journée Mondiale des Entrepreneurs, les Comores accueilleront, le 22 août 2026, la première **Journée Nationale de la Transformation Commerciale**, autour d'un thème fort : **VENDRE OU SUBIR**

Aujourd'hui, près de 80 à 90% des PME africaines disparaissent avant leur cinquième année d'existence, bien souvent faute de compétences commerciales plus que de financement.

Aux Comores, où l'entrepreneuriat représente un formidable espoir pour la jeunesse, cette journée ambitionne de transformer durablement la manière de vendre, convaincre et développer les entreprises.

Cette Masterclass nationale réunira entrepreneurs, dirigeants, étudiants, commerçants et porteurs de projets autour d'outils concrets de vente, de négociation et de développement commercial, avant de se clôturer par un Dîner de Gala Networking favorisant les rencontres entre entrepreneurs, investisseurs et décideurs.

Dans une dynamique de transformation durable, cette initiative du Fondateur et concepteur du SALON DES ENTREPRISES BIK, s'inscrit également dans la continuité des actions déjà engagées auprès des agents des grandes sociétés partenaires : Comores Telecom, la



CCIA, AFG Assurances, Librairie NOUVEAUTÉS etc.

Elle vise désormais à accompagner les entreprises commerciales dans la formation structurée de leurs forces de vente, afin de renforcer leur performance sur le terrain et leur capacité à conquérir et fidéliser leurs clients.

Les organisateurs lancent également un appel aux banques, institutions financières et grandes entreprises afin qu'elles financent la participation des entrepreneurs qu'elles accompagnent.

Former un entrepreneur à mieux vendre, c'est renforcer sa capacité à

développer son activité, créer des emplois et honorer ses engagements financiers.

VENDRE OU SUBIR est bien plus qu'une formation : c'est une Métaphore, un mouvement national en faveur d'une économie plus forte, d'entreprises plus performantes et d'une jeunesse mieux préparée aux défis de demain.

Le 22 août 2026, faisons de la réussite commerciale un levier de développement pour les Comores.

Plus d'informations : 4331011
Sécurisez votre participation ici : <https://forms.gle/boVCA2tnYH4uco279>
Ou scanner ici pour sécuriser votre place :



PRODUITS PÉTROLIERS :

" Nous avons assez de carburant jusqu'à l'arrivée du prochain bateau "

Suite de la page 1

« Nous avons reçu récemment un bateau transportant 14 000 tonnes de produits pétroliers. C'est une quantité qui peut couvrir environ 45 jours de consommation, conformément à notre capacité habituelle de stockage. Je peux donc vous rassurer que nous avons assez de carburant jusqu'à l'arrivée du prochain bateau. D'ailleurs, en cette période estivale, avec l'arrivée des "Je viens", nous avons augmenté les volumes prévus. Malheureusement, nous constatons que beaucoup de personnes ont cédé à la panique en

pensant que nous n'avions pas suffisamment de carburant. Tout le monde fait le plein de son véhicule et certains remplissent même des bidons pour les stocker chez eux », a déclaré Abdou Saïd Mdahoma. Il affirme également que la SCH distribue davantage de gasoil que d'essence.

« Je peux vous rassurer que nous distribuons plus de gasoil que d'essence. Je vous invite d'ailleurs à vous renseigner auprès des stations-service. Mais, comme je l'ai dit, beaucoup de personnes ont paniqué en pensant que nous manquions de carburant. Tout le monde fait le plein et certains

stockent du carburant dans des bidons à leur domicile. Il faut aussi comprendre que le gasoil est beaucoup plus consommé que l'essence. Les entreprises qui en ont besoin se sont multipliées ces derniers temps, notamment celles engagées dans les travaux routiers, les concasseurs, les chambres froides et d'autres secteurs. Chaque jour, nous livrons aux stations-service les quantités qu'elles demandent », a-t-il assuré. Le directeur régional a tenu à appeler la population au calme.

« Nous allons continuer à approvisionner toutes les stations-service. C'est triste de voir certai-

nes publications sur les réseaux sociaux semer la panique en annonçant une crise de carburant, alors même que tout le monde a vu l'arrivée du bateau. Au lieu d'alimenter ces rumeurs, il serait préférable de sensibiliser la population et de dénoncer certaines pratiques de pompistes qui remplissent des bidons pour leurs proches en laissant les automobilistes en attente », a-t-il déploré. Concernant le contrat avec leur fournisseur de produits pétroliers, Abdou Saïd Mdahoma a expliqué que celui-ci est arrivé à son terme.

« Le contrat est arrivé à échéance. Il pourra être renouvelé

ou un autre fournisseur pourra être retenu. Ce qui est certain, c'est que vous serez informés à l'arrivée du prochain bateau. J'espère que la prochaine collaboration sera encore plus bénéfique pour la SCH. Je tiens également à préciser que nous n'avons aucun différend avec notre fournisseur, contrairement à certaines rumeurs. Le contrat est simplement arrivé à son terme ».

Nassuf Ben Amad

À Mboimadji, dans l'est de Mohéli, Saïd Madi Issoufa, connu sous le nom de Shemi, exploite plus de neuf hectares de bananiers et de manioc. Malgré une production prometteuse, une partie de ses récoltes se perd chaque année faute de moyens de transport. Isolée par l'absence de route praticable, son exploitation illustre les difficultés auxquelles restent confrontés de nombreux agriculteurs de l'île. Reportage.

Il est quatre heures du matin, ce vendredi 10 juillet. Au téléphone, Shemi donne rendez-vous à Djoiezi. Pour rejoindre son exploitation située à Mboimadji, le transport maritime est le seul moyen d'acheminer des marchandises en quantité. Après la prière de l'aube, une petite vedette quitte la plage de Mapihachingo. Dix minutes de traversée plus tard, elle accoste dans une crique isolée où débute un parcours bien plus éprouvant. Aucune route carrossable ne dessert directement cette partie de l'île. Depuis Wanani, il faut encore marcher près d'une heure sur un sentier escarpé, glissant et difficile d'accès. « Le chemin est très accidenté. Même porter une charge sur la tête devient une épreuve », racon-

MBOIMADJI :

Des récoltes abondantes, mais toujours enclavées

te Shemi. Chaque jour, il emprunte ce sentier pour rejoindre sa plantation. Mais lorsque vient le moment de commercialiser sa production, les difficultés se multiplient. Les régimes de bananes doivent être transportés à dos d'homme jusqu'à la côte, embarqués sur une vedette vers Djoiezi, puis chargés dans un taxi à destination de Djando ou de Fomboni.

Sur l'exploitation, le constat est sans appel. Des dizaines de régimes arrivent à maturité sans pouvoir être écoulés à temps. Certains commencent déjà à pourrir faute de transport. La veille encore, l'agriculteur n'avait pas eu le temps de récolter l'ensemble de sa plantation, tandis que d'autres bananes continuaient de mûrir. À 42 ans, Shemi cultive plus de neuf hectares principalement consacrés à la banane et au manioc. Malgré les investissements consentis sur ses propres ressources, il affirme n'avoir reçu aucun appui matériel des structures chargées d'accompagner le développement agricole. « Je me demande quel est réellement le rôle du CRDE

et de la Chambre d'agriculture. On me donne des conseils, mais je n'ai jamais reçu d'équipement. Aucun projet ne m'a aidé à développer mon exploitation », regrette-t-il.

Selon lui, deux équipements suffiraient pourtant à changer la situation : une petite vedette pour transporter les récoltes par voie maritime et une moto-benne pour assurer leur acheminement vers les marchés. Ces investissements permettraient de limiter les pertes et d'améliorer sensiblement la rentabilité de son exploitation. Shemi affirme également avoir répondu à plusieurs appels à projets sans jamais être retenu. « Des responsables étaient venus à Mohéli. Ils avaient annoncé la distribution de 2 000 plants de bananiers et une aide de 500 000 francs comoriens. J'avais même préparé 500 trous pour les plantations. Depuis, je n'ai plus jamais eu de nouvelles », confie-t-il.

Au-delà de son cas personnel, le parcours de Shemi met en lumière les contraintes auxquelles font face de nombreux producteurs de



Mohéli : enclavement des zones agricoles, faiblesse des infrastructures et manque d'équipements adaptés à l'évacuation des récoltes. Alors que les Comores affichent l'ambition de renforcer leur souveraineté alimentaire, ces difficultés continuent de freiner la valorisation de productions pourtant abondantes.

Pour de nombreux agriculteurs, l'amélioration des infrastructures de transport et un meilleur accès aux équipements constituent désormais des conditions essentielles pour transformer leur potentiel en véritable moteur de développement rural.

Riwad

SOCIÉTÉ :

Le LNTPB présente ses missions aux maires de Ngazidja

Le Laboratoire national des travaux publics et du bâtiment (LNTPB) a organisé, la semaine dernière, une rencontre avec les

maires de Ngazidja afin de présenter ses missions, de sensibiliser les collectivités sur les normes applicables aux infrastructures

publiques et de renforcer la collaboration entre l'État et les communes en matière d'aménagement du territoire.

La réunion, présidée par le directeur général du LNTPB, Soibahadine Ahamada, s'est tenue en présence du ministre de l'Aménagement du territoire, Chekidine Saïd Madi. Elle a permis de mettre en lumière le rôle du laboratoire dans le contrôle de la qualité des travaux publics, notamment les projets de réhabilitation des routes et les opérations d'urbanisation engagées dans plusieurs régions de Ngazidja. Dans son intervention, le ministre de l'Aménagement du territoire a insisté sur l'importance d'une coopération étroite entre le Gouvernement et les collectivités

locales afin d'assurer un développement harmonieux des territoires.

« C'est un moment important pour moi, car il me permet de prendre contact avec vous. Je tiens à vous assurer de ma disponibilité à échanger et à travailler avec chacun d'entre vous. C'est ensemble, dans un esprit de collaboration, que nous pourrions bâtir notre pays », a déclaré Chekidine Saïd Madi. Les échanges ont également permis aux maires d'exprimer leurs préoccupations et de formuler plusieurs propositions. Prenant la parole au nom des élus présents, Saïd Djae Karihila a salué cette initiative du ministère et du LNTPB, tout en appelant au renforcement de la coopération entre les préfectures, les communes et les ministères.

Il a notamment recommandé la

mise en place d'un système de permis de construire au niveau des préfectures afin de mieux encadrer les constructions, de promouvoir le respect des normes techniques et de valoriser le rôle du laboratoire national. Il a également plaidé pour l'organisation de formations destinées aux agents des préfectures et des communes afin de renforcer leurs capacités en matière de gestion de l'urbanisme. À travers cette rencontre, le LNTPB entend renforcer sa collaboration avec les collectivités territoriales, faire connaître davantage ses missions et promouvoir une culture de qualité et de conformité dans les projets de construction et d'infrastructures réalisés à travers le pays.

Kamal Gamal



ENVIRONNEMENT :

À Milembeni, les femmes font renaître les mangroves

Pendant longtemps, les habitants de Milembeni, dans la région de Sima à Anjouan, ont vu les mangroves de Barakani se dégrader progressivement. Sous l'effet des activités humaines et des changements climatiques, cet écosystème, essentiel à la protection du littoral et à la reproduction de nombreuses espèces marines, perdait peu à peu sa capacité à jouer son rôle. Aujourd'hui, la tendance s'inverse grâce à la mobilisation des femmes du village.

Pour ces dernières, la disparition des mangroves ne constituait pas uniquement une menace pour l'environnement. Elle affectait directement leurs moyens de subsistance, la pêche, la sécurité des côtes et l'avenir de leurs enfants. Depuis plusieurs mois, les berges de Barakani retrouvent progressivement leur couvert végétal. Des milliers de jeunes palétuviers y ont été replantés grâce à l'engagement des habitants, avec les femmes et les jeunes en première ligne. Dès les premières heures de la journée, elles se retrouvent sur le site, bottes aux pieds et plantules à la main. « Nous avons compris que si nous ne protégeons pas les mangroves aujourd'hui, nos enfants en subiront les conséquences demain. Les poissons deviennent plus rares et nos

côtes sont plus vulnérables. Nous avons décidé d'agir », explique Fahar Houmadi, présidente d'une association locale impliquée dans la campagne de reboisement.

Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre du projet de gestion communautaire des mangroves de Barakani, mis en œuvre par le CO.GA.CO.PE, avec l'appui du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial (SGP/FEM) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Doté d'un financement de 40 000 dollars US, le projet soutient la restauration des mangroves tout en renforçant les capacités des communautés et en développant des activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes. Au-delà des plantations, l'initiative a profondément changé le regard porté sur cet écosystème. « Avant, nous connaissions les mangroves sans vraiment comprendre leur importance. Aujourd'hui, nous savons qu'elles protègent les côtes, servent de refuge aux poissons et nous aident à faire face aux effets du changement climatique », témoigne Néemati Arfina.

Cette prise de conscience s'est illustrée le 5 juin 2026, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement. Ce jour-là, la campagne de reboisement a rassemblé un nombre



Des femmes sauvegardent les mangroves à Milembeni

important de femmes, de jeunes et d'enfants venus participer à la restauration des mangroves. « Voir autant de femmes mobilisées pour protéger leur environnement nous a donné beaucoup d'espoir. Elles ont démontré que la préservation de la nature est aussi une affaire de leadership féminin », souligne un responsable communautaire. Pour les participantes, chaque plant mis en terre porte une dimension symbolique. « Lorsque je plante un palétuvier, je pense à mes enfants et

à mes petits-enfants. Ils profiteront peut-être un jour de ces arbres, même s'ils ne savent pas qui les a plantés », confie Daoud Mohamed.

Le projet a également renforcé les liens entre les différentes composantes du village. Associations, jeunes, femmes et autorités locales travaillent désormais autour d'un objectif commun : préserver un patrimoine naturel indispensable au développement de leur communauté. À Barakani, la restauration des mangroves est ainsi devenue bien

plus qu'un projet environnemental. Elle incarne la capacité d'une communauté à s'organiser pour protéger ses ressources naturelles et préparer l'avenir. À Milembeni, les femmes ne restaurent pas seulement une mangrove. Elles transmettent aux générations futures un patrimoine naturel dont dépend l'équilibre écologique et économique de toute une région.

El-Aniou Fatima

TRANSPORT TERRESTRE :

Oichili lance ses taxis inter-villages

Dès ce lundi 13 juillet, la commune d'Oichili Yajdu, au centre de Ngazidja, se dote d'un réseau de « taxis villes ». Portée par un collectif de chauffeurs locaux, cette initiative va faciliter les déplacements entre les villages de la région et met fin aux longues attentes et aux trajets à pied auxquels les habitants étaient souvent contraints.

Jusqu'à présent, circuler d'une localité à une autre au sein de la commune relevait souvent du parcours du combattant. Les

taxis desservait principalement Moroni, laissant peu de solutions aux habitants souhaitant effectuer de courts trajets à l'intérieur de la région. Face à cette réalité, les transporteurs d'Oichili Yajdu ont décidé d'organiser eux-mêmes un service de proximité. Pour Idjabou Hissani, chef de parc des transporteurs d'Oichili Yajdu et l'un des initiateurs du projet, cette décision répond avant tout à un besoin social. « Nous ne pouvions plus rester indifférents. Nos mères, nos femmes et nos proches parcouraient des kilomètres sous le soleil pour

rejoindre le centre de santé de Koimbani ou attendaient pendant des heures au bord de la route en espérant trouver une voiture. Nous sommes d'abord des enfants de cette région avant d'être des chauffeurs. »

À compter d'aujourd'hui, le trajet entre les localités de la commune sera proposé à un tarif unique de 300 francs comoriens, un prix que les promoteurs du projet souhaitent accessible à tous afin de faciliter les échanges entre les villages. L'annonce a été accueillie avec enthousiasme par la population, notamment les commerçants, les

élèves, les enseignants et les personnes âgées qui dépendent quotidiennement des transports pour leurs activités. Maman Hatub, habitante de la région, voit dans cette initiative un véritable soulagement. « C'est une bénédiction. Aller rendre visite à ma famille à Hasseindje était devenu très difficile. Je devais marcher de Koimbani jusqu'à Sima, puis continuer à pied jusqu'à Hasseindje faute de transport. Au retour, je rejoignais le rond-point de Chomoni en espérant qu'une voiture accepte de me prendre. À mon âge, ces déplacements deviennent très éprouvants. »

Pour assurer la pérennité du service, le collectif prévoit également d'intégrer les conducteurs privés souhaitant exercer cette activité, à condition qu'ils adhèrent à son organisation. « Les propriétaires de véhicules qui souhaitent transporter des passagers sont les bienvenus, mais ils devront rejoindre le collectif. Cela nous permettra de garantir une présence régulière des véhicules, d'assurer la sécurité des usagers et de maintenir une discipline commune. Si un chauffeur ne respecte pas les règles, le collectif pourra intervenir », explique Idjabou

Hissani. Le projet, lancé par les chauffeurs de la ligne Koimbani-Moroni, suscite déjà l'intérêt de l'ensemble de la région d'Oichili. Koimbani concentre en effet plusieurs services essentiels, notamment la préfecture, la mairie, le centre de santé de district, les forces de sécurité ainsi que plusieurs établissements scolaires.

Pour les enseignants, cette nouvelle organisation devrait améliorer les conditions de déplacement des élèves. « C'est un réel soulagement. Les retards liés au manque de transport devraient diminuer et les élèves arriveront moins fatigués. Le fait que les chauffeurs s'organisent collectivement est également rassurant pour les parents, car cela renforce la sécurité et la qualité du service », témoigne une enseignante du lycée public de Koimbani. Au-delà du transport, cette initiative illustre la capacité des acteurs locaux à apporter des réponses concrètes aux besoins de leur communauté. Les habitants espèrent désormais que ce nouveau service s'inscrira durablement dans le quotidien de toute la région.

Hamdi Abdillahi Rahilie



EXPOSITION PHOTO :

Catelina expose 25 ans de regards sur les Comores

Le Centre national de documentation et de recherche scientifique (CNDRS) a accueilli, jeudi dernier, le vernissage de l'exposition photographique « Une histoire d'amour en images », signée Catelina. Artiste peintre muraliste et photographe, elle y retrace plus de vingt-cinq années de rencontres et de souvenirs à travers les trois îles de l'archipel. Une invitation à découvrir les Comores à travers un regard profondément humain.

Connue aux Comores pour ses œuvres exposées à l'Alliance française de Moroni et au New Sélect, ainsi que dans plusieurs galeries en France, Catelina présente cette fois une série de photographies réalisées au fil de ses nombreux séjours dans l'archipel. La cérémonie s'est ouverte par une allocution du directeur général du CNDRS, Dr Toiwilou Mze Hamadi, qui a salué une exposition « à la croisée de l'art, de l'histoire et de la science », avant de remercier l'artiste, les partenaires et le public venu nombreux pour le vernissage. Prenant la parole, Catelina est revenue sur son premier voyage aux Comores en 1999. Venue à l'invitation d'une jeune Comorienne rencontrée en France, elle s'engage alors comme secouriste auprès d'équipes médicales intervenant

notamment auprès d'enfants brûlés. Depuis, elle parcourt régulièrement Ngazidja, Mohéli et Anjouan, où elle partage son temps entre actions humanitaires et création artistique.

Très émue, l'artiste a expliqué que cette exposition dépasse largement le cadre d'un simple travail photographique. « Cette exposition n'est pas une simple exposition. À travers ces images, je revis mes premières journées aux Comores. Je ne suis jamais venue ici avec le regard d'une photojournaliste. Je n'ai jamais eu l'impression de voler des images d'un peuple, car les Comores ne sont pas un cliché à mes yeux, c'est un monde », a-t-elle confié. Les photographies exposées se distinguent par leur simplicité et leur authenticité. Elles capturent des instants du quotidien : des enfants partageant un repas, un jeune garçon arborant fièrement son kofia traditionnel, des familles, des scènes de village ou encore des célébrations populaires. Chaque image raconte une rencontre et témoigne des liens tissés au fil des années.

À travers cette série, Catelina souhaite montrer la beauté, la dignité et la résilience des Comoriens, sans occulter les réalités plus difficiles qu'elle a croisées lors de ses missions. L'artiste est également revenue sur la relation particulière qu'elle entretient avec l'archipel. «



Lorsqu'on parle de cette exposition, le mot "amour" revient souvent. Mais comme dans toute histoire d'amour, il y a eu des moments de joie, de doute et parfois de déception. Pourtant, aimer, c'est aussi accepter l'autre tel qu'il est. J'ai choisi de res-

ter fidèle à cette histoire. » Pour elle, ces photographies constituent aujourd'hui une mémoire vivante de ces années passées aux Comores. Elles lui permettent de retrouver, à chaque regard, les raisons qui l'ont poussée à poursuivre cette aventure

humaine. L'exposition « Une histoire d'amour en images » restera ouverte au public au CNDRS jusqu'à la fin du mois.

Hamdi Abdillahi Rahilie

TECHNOLOGIE :

Naoufad Saandi publie “L'IA, ton premier associé”

L'entrepreneur comorien Naoufad Saandi, formé en intelligence artificielle à Paris, publie “L'IA, ton premier associé”, un ouvrage destiné à rendre l'intelligence artificielle accessible aux jeunes entrepreneurs, aux étudiants et à tous ceux qui souhaitent concrétiser leurs projets. Le livre sera disponible à Paris à partir du 15 juillet, puis aux Comores dès le 20 juillet 2026.

Plus qu'un ouvrage consacré à l'intelligence artificielle, le livre se présente comme un guide pratique pour apprendre à utiliser cette technologie comme un

véritable partenaire de travail. « L'IA propose, l'humain vérifie », résume son auteur. À travers des exercices concrets, le lecteur découvre comment dialoguer avec une intelligence artificielle, créer ses propres assistants numériques et passer rapidement de l'idée à l'action, simplement avec un téléphone portable et des outils gratuits. Chaque chapitre se termine par une mise en pratique afin de permettre au lecteur d'appliquer immédiatement les notions abordées. Pour illustrer sa démarche, Naoufad Saandi s'appuie sur plusieurs histoires inspirées du quotidien. Halima modernise son exploitation maraî-

chère grâce à l'IA, Abasse, élève de première, crée son propre professeur virtuel de sciences de la vie et de la Terre, tandis que Hassanati développe une application GPS destinée aux pêcheurs après avoir été marquée par un drame familial.

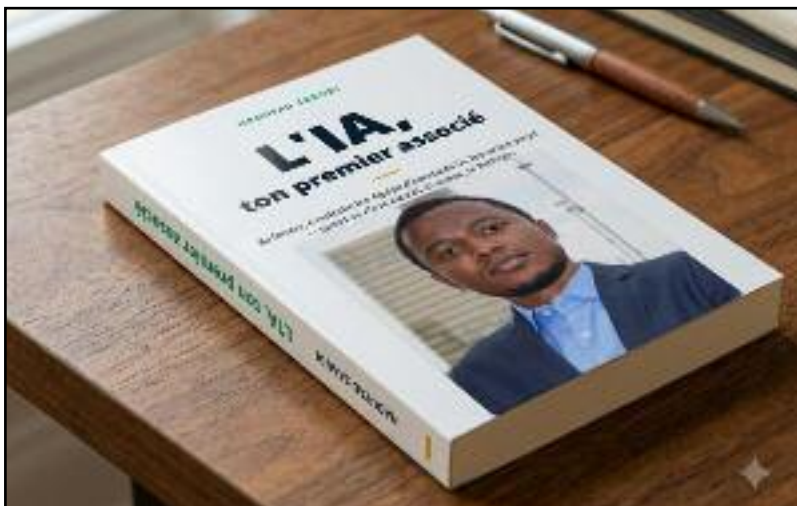
Autant d'exemples qui montrent comment cette technologie peut devenir un levier d'innovation accessible à tous. L'auteur s'adresse aussi bien aux lycéens et étudiants en quête d'un accompagnement pédagogique, qu'aux jeunes entrepreneurs sans capital, aux professionnels souhaitant automatiser certaines tâches ou encore aux simples curieux désireux de comprendre les usages concrets de l'intelligence artificielle. Pour Naoufad Saandi, l'IA représente une opportunité de réduire les inégalités d'accès aux compétences et à l'entrepreneuriat. Son ambition est de voir émerger aux Comores une nouvelle génération d'entrepreneurs capables d'innover et de développer des solutions compétitives à l'échelle du continent africain. « Une idée trop longtemps isolée finit par s'éteindre », affirme-t-il.

Cette conviction trouve son origine dans son propre parcours. En 2013, alors qu'il est étudiant à Paris,

il imagine Comores En Ligne, une plateforme de commerce destinée à la diaspora comorienne. Pendant près de cinq ans, il cherche un associé sans parvenir à en trouver un. « J'ai dû apprendre seul, à la dure », raconte-t-il. Cette expérience l'amène à considérer l'intelligence artificielle comme le partenaire qu'il aurait aimé avoir à ses débuts. Depuis, il a cofondé Comores En Ligne, ZynBusiness, un progiciel de gestion intégrant des agents d'intelligence artificielle, ainsi que Data Consulting KM, un cabinet spécialisé dans la formation et l'intégration de l'IA.

Son message à la jeunesse est sans équivoque : « Commence petit, mais commence maintenant. » Pour lui, il ne faut ni attendre l'équipe idéale ni disposer de moyens importants avant de se lancer. L'intelligence artificielle peut déjà jouer le rôle d'un premier associé, disponible en permanence et capable d'accompagner les premiers pas d'un projet. Et de conclure : « Si notre jeunesse n'apprend pas à travailler avec l'IA, elle deviendra un immense réservoir de chômage. »

Aticki Ahmed Ismael



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
 Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
 Toufê Maecha
Rédaction
 Mohamed Yousseuf
 Sanaa Chouzour
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra
 Hamdi Abdillahi Rahilie
 El-Aniou Fatima
 Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les PEID renforcent leur plaidoyer pour un financement adapté à leurs vulnérabilités

ANew-York ; les Petits États insulaires en développement (PEID) prennent part au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF) 2026 avec un message clair : l'Agenda 2030 ne pourra être atteint sans une réforme du système international de financement qui tienne enfin compte de leur vulnérabilité face aux changements climatiques et aux chocs économiques. Réunis au siège des Nations Unies, les États membres ont dressé un bilan préoccupant de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). Malgré quelques avancées, les progrès demeurent insuffisants pour respecter les engagements pris à l'horizon 2030. Pour les PEID, cette réalité confirme l'urgence d'agir autrement.

Dans les îles, où le développement dépend étroitement de la santé des écosystèmes marins, de l'agriculture familiale, de la pêche et de la résilience des communautés côtières, les conclusions du Forum trouvent un écho particulier. Les effets des changements climatiques, l'érosion du littoral,

les événements météorologiques extrêmes et la pression croissante sur les ressources naturelles fragilisent les acquis du développement et réduisent les marges de manœuvre budgétaires. Tout au long des débats, les représentants des PEID ont rappelé qu'une catastrophe naturelle peut, en quelques heures, effacer plusieurs années d'investissements publics. Ils ont dénoncé un système financier international qui continue de mesurer les besoins des États principalement à partir de leur niveau de revenu, sans intégrer suffisamment leur exposition aux risques climatiques et environnementaux.

Cette revendication rejoint les préoccupations des Comores, qui, malgré leur statut de pays à revenu intermédiaire inférieur, demeurent confrontées à des vulnérabilités structurelles importantes. Les délégations des PEID ont ainsi plaidé pour une architecture financière plus équitable, fondée sur des critères de vulnérabilité multidimensionnelle permettant un meilleur accès aux financements concessionnels, aux fonds climatiques et aux investissements

en faveur de la résilience. Ces priorités rejoignent les ambitions de notre pays, qui inscrit le développement durable au cœur du Plan Comores Émergent. Les investissements dans les infrastructures résilientes, l'accès à l'eau potable, les énergies renouvelables, la modernisation de l'agriculture et de la pêche ainsi que la valorisation de l'économie bleue constituent autant de leviers permettant de renforcer la résilience nationale tout en contribuant à la réalisation des ODD.

Le HLPF 2026 a également rappelé que l'accès universel à l'eau et à une énergie propre reste une condition essentielle du développement. Pour les Comores, ces deux secteurs demeurent stratégiques afin d'améliorer les conditions de vie des populations, soutenir la production agricole, renforcer les services publics et réduire la dépendance énergétique. Il a été rappelé que la réussite des politiques de développement passe par une participation accrue des collectivités locales, du secteur privé, des organisations de la société civile, des femmes et des jeunes. Cette approche



inclusive apparaît aujourd'hui comme un facteur déterminant pour accélérer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

Ce forum représente ainsi bien plus qu'un simple exercice d'évaluation internationale. Il constitue une opportunité de renforcer le plaidoyer en faveur d'un système financier plus juste, capable d'accompagner les efforts de résilience climatique, de protection de la biodiversité, de développement de l'économie bleue et de transfor-

mation durable des économies insulaires. À quatre ans de l'échéance de 2030, le message est désormais clair. Pour l'ensemble des PEID, la réussite de l'Agenda 2030 dépendra autant des réformes nationales que de la capacité de la communauté internationale à reconnaître que la vulnérabilité constitue désormais un critère aussi important que le niveau de revenu dans les politiques de financement du développement.

Mmagaza



Union des Comores

Unité-Solidarité-Développement



MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

UNITE DE GESTION DU PROGRAMME

« PACTE VERT ET BLEU - COMORES ULANGA NE MAESHA (PVB-CUM) »

N° NDICI-AFRICA ACT-61259 - N° JAD.1051100

Devis-Programme pluriannuel N° 2024/457- 548

APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Dans le cadre de la mise en œuvre du Devis Programme Pluriannuel (DPP) du Programme Pacte Vert et Bleu (PVB), l'Unité de gestion du Programme lance un appel à manifestation d'intérêt pour identifier et présélectionner des prestataires dans le but de signer des contrats-cadres pour la fourniture de biens, services et petits travaux pour les marchés suivants :

1 Contrat de service COMMUNICATION : développement des outils de communication

2 Contrat exécution de la campagne d'information ;

3 Contrat de service EVENEMENTS : l'organisation de réunions, invitations, location de salle, de matériel audiovisuel, pause-café...

4 Contrat de service de fourniture de matériels informatiques : acquérir des matériels informatiques pour les partenaires de mise en œuvre du DPP – PVB.

5 Contrat de travaux de réhabilitation : réaliser des travaux de réhabilitation et d'aménagement au profit de l'Unité de Gestion du programme Pacte vert et Bleu (PVB) et de ses partenaires de mise en œuvre ;

6 Contrat de fourniture de divers matériel et équipements : fourniture de matériels de sécurité (maritime et terrestre), de laboratoires de recherche Etc pour des partenaires de mise en œuvre du Programme PVB;

7 Contrat de service VOYAGES : agence de voyage pour tous les voyages inter-îles, les voyages

internationaux et les frais de visas.

8 Contrat de location de véhicules : Agences de locations de véhicules à Anjouan, Mohéli et Ngazidja,

Conditions de participation :

La participation est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales ou groupements desdites personnes agréés de nationalité comorienne et légalement constituées et en règle vis-à-vis de la législation comorienne, sous réserve qu'elles ne soient pas sous le coup d'une interdiction légale ou administrative. Les participants doivent être capables de fournir des factures acceptables et disposer d'une adresse physique aux Comores et avoir une expérience avérée dans le secteur concerné.

Contenu du dossier de manifestation d'intérêt

Le dossier devra comprendre :

• Une lettre de manifestation d'intérêt signée

• Une présentation de l'entreprise/agence (raison sociale, statut juridique, date de création, etc.)

• Les références pertinentes (projets similaires réalisés) ;

• Les documents administratifs (registre de commerce, attestations fiscales et sociales, etc.)

Modalités de soumission :

•Date limite de dépôt : 27 juillet 2026 à 17h 00 mn

Adresse d'envoi : Mr le Régisseur du programme

Pacte Vert et Bleu,

Direction de la sécurité civile (COSEP)

Moroni – Union des Comores

• Les dossiers doivent porter la mention : « AMI – 01-2026/DPP/PVB » - et le marché concerné.

Processus de sélection :

Les dossiers reçus seront évalués sur la base des critères suivants :

• Pertinence et qualité des références

• Capacité technique et organisationnelle

• Conformité administrative

Informations supplémentaires :

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires, en envoyant un courriel à l'adresse suivante : ramadhoine.raffioukassime@comores-europe.ogr, en précisant dans leur message la référence AMI – 01-2026/DPP/PVB » et le marché concerné.

Dispositions générales :

Cet AMI ne constitue pas un appel d'offres et ne crée aucune obligation contractuelle pour le Programme Pacte Vert et Bleu (PVB). Les candidats présélectionnés pourront être invités à participer à un appel d'offres restreint ou à des négociations.